

- créer une loterie internationale de l'ONU (voir ci-dessous);
- entreprendre une campagne active pour encourager les particuliers et les sociétés à faire des dons en argent à l'ONU (sans condition);
- réserver une petite partie de la baisse prévue des dépenses militaires mondiales;
- imposer une taxe sur les voyages internationaux et les documents de voyage, comme le préconise le secrétaire général de l'ONU dans son Agenda pour le développement;
- émettre des obligations de l'ONU, par exemple en faveur du développement ou de l'environnement (cette option nécessiterait une modification de la Charte de l'ONU);
- établir une Agence de sécurité des Nations unies pour protéger des fournisseurs de contributions (États-nations préférant ne pas maintenir en permanence de dépenses militaires) en cas de menaces non prévues de la part de leurs voisins.

**Les experts ne s'entendent pas : « Notre voisinage global » et le rapport Volcker-Ogata**

Les conclusions de deux études d'experts très attendues illustrent la difficulté pour n'importe quel gouvernement national de promouvoir l'idée d'un financement différent. Les auteurs du rapport de 1994 de la Commission sur le gouvernement mondial estiment que le fossé s'élargit entre les besoins financiers des programmes largement financés en principe et les sommes effectivement recueillies par les voies traditionnelles, point de vue dont le secrétaire général de l'ONU s'est d'ailleurs fait l'écho dans l'Agenda pour le développement. Le non-financement d'opérations de maintien de la paix pourtant convenues par les États membres l'illustre bien. On devrait commencer par établir des barèmes pratiques, à petite échelle au début, pour le financement mondial de certaines opérations de l'ONU. Le rapport recommande l'adoption des grands principes suivants :

- permettre d'imposer des frais pour l'utilisation de certaines ressources mondiales communes sur des bases purement économiques, à l'aide des instruments du marché;
- faire en sorte que le fardeau ne repose pas sur un petit nombre de pays industriels mais soit au contraire réparti plus largement, quitte à ce qu'on introduise un élément de progressivité;